

avance que la production de biens publics internationaux - en l'occurrence, le système libéral de commerce multilatéral - aura tendance à être insuffisante en l'absence de leadership mondial. Cette question, comme j'espère vous le montrer avant la fin de mon exposé, constitue également le point crucial de la Ronde Uruguay.

Revenons à la principale difficulté rencontrée pour le lancement des pourparlers, c'est-à-dire le désaccord au sujet de l'inclusion des "nouvelles questions", en particulier de celle des services. Selon moi, bien que le débat ait été formulé en termes de droit et de procédure, les vraies questions étaient fondamentalement d'ordre économique et politique. Il faut comprendre celles-ci, non seulement en raison de leur importance intrinsèque, mais aussi parce qu'elles illustrent l'interrelation du commerce, de la dette et du développement. Par souci de brièveté, bornons-nous au commerce des services. La question mérite qu'on s'y arrête.

Le commerce des services

Le désaccord quant au commerce des services reposait sur deux préoccupations essentielles. L'une concernait la crainte d'un compromis entre les biens et les services, c'est-à-dire la peur que les pays développés n'ouvrent pas leurs marchés aux biens brésiliens et indiens sans demander en retour à pénétrer sur le marché des services du Brésil et